

Contribution IGNES à la concertation publique ouverte par la CRE, n°2024-10  
du 10 juillet 2024 relative aux évolutions  
de la méthode de construction des tarifs réglementés de vente d'électricité

IGNES en quelques mots

IGNES est l'alliance des industriels qui proposent des solutions électriques et numériques pour le bâtiment. Ses adhérents - tels ABB, Atlantic, Delta Dore, Hager, Intuis, Legrand (dont Netatmo), Schneider Electric, Somfy, Theben..., sont fédérés au sein d'IGNES pour porter un échange et une vision partagée autour du marché des équipements de pilotage énergétique en aval compteur dédiés aux abonnés <36KVA (thermostats, HEMS, contacteur, délesteur, IRVE...).

Notre compréhension du contexte et développement de nos attentes

Le système électrique Français, et plus globalement Européen, change en profondeur. Cette nouvelle configuration fait apparaître des déséquilibres inédits face auxquels les flexibilités s'imposent comme une réponse structurelle et durable.

**La flexibilité de la demande est considérée comme la flexibilité la moins chère à déployer.** C'est un levier clé pour l'équilibre du système électrique, pouvant couvrir près de 40 % des besoins de modulation intra-journalier d'ici 2030 (source : RTE Bilan Prévisionnel 2023-2025, Chapitre 6) ;

**Il existe plusieurs types de flexibilité de la demande, parmi lesquelles la flexibilité implicite.** Plus concrètement, le consommateur adapte sa consommation en la déplaçant aux heures où l'électricité est la moins chère sur son contrat fournisseur, pour réduire sa facture. Il s'agit d'une flexibilité régulière. La flexibilité implicite, si des moyens techniques optimaux sont disponibles et répandus, offre un potentiel très élevé, particulièrement dans le secteur résidentiel (marché « diffus ») :

- elle peut déplacer des volumes considérables d'énergie via les tarifs différenciés
- elle est largement acceptée parce qu'elle est simple à comprendre, et parce qu'elle optimise la facture d'électricité
- elle est bon marché, l'investissement dans l'équipement nécessaire à déplacer les consommations restant faible au regard des gains qu'elle dégage

**La mise en œuvre de cette flexibilité implicite couvre deux conditions :**

- 1 – l'existence de tarifs incitatifs reflétant les contraintes du système électrique (réseau, marché gros d'électricité où se rencontrent l'offre de production et la demande de consommation)
- 2 – La disponibilité de systèmes de pilotage des équipements électriques performants et simples d'utilisation.

La réalisation de la condition 1 est une nécessité. RTE prévoit dans le chapitre 6 (flexibilité de son bilan prévisionnel) une hausse de la consommation électrique et une émergence de tensions pouvant fragiliser le réseau : augmentation du risque de défaillance en hiver, abondance de la production renouvelable en journée en été.

**Les propositions de CRE dans la présente CP vont dans cette direction. IGNES s'en félicite, c'est un signal clair envoyé au marché.**

**Il convient aussi d'optimiser les placements des heures pleines et heures creuses pour permettre une meilleure amplitude de prix et mieux inciter les consommateurs à déplacer leur**

consommation, notamment, en plaçant les heures creuses pendant les heures de l'année où l'offre est structurellement en excès (production PV en journée en été).

En parallèle, les politiques communautaires et nationales, ainsi que l'évolution des marchés de biens vont dans le sens d'une électrification des usages. Le scénario A de référence de RTE (Bilan prévisionnel 2023) prévoit que la part de l'électricité dans le mix énergétique passera de 25% en 2023 à 45% en 2035.

Cela va nécessairement impacter les ménages et les petits professionnels :

- les Français seront plus équipés de charges électriques à l'horizon 2030 -2035 qu'aujourd'hui. Cela va accroître inmanquablement la part de la facture d'électricité dans les dépenses de fonctionnement de leur logement (ou local professionnel)
- les Français pilotent aujourd'hui peu leur consommation : Selon un sondage BVA pour d'IGNES daté de septembre 2024, environ un français sur deux parmi ceux équipés, soit de radiateurs électriques ou planchers chauffants électriques, soit d'un ballon d'eau chaude, soit d'une PAC, pilotent leur consommation de manière à réduire leur facture d'électricité.
- Quand ils pilotent ces usages électriques, le sondage BVA relève qu'ils le font à 90% (au moins) manuellement (sur l'équipement directement pièce par pièce sur l'appareil, ou sur un thermostat, ou sur une commande murale centralisée). Le cas du chauffe-eau électrique est un peu à part (80% via le tableau électrique, contact sec). **Il s'agit là de moyens de pilotage qui ne sont pas optimaux** (charge mentale, connaissance imparfaite des caractéristiques techniques des équipements à piloter et des modulations optimales pour conserver son niveau de confort...) **surtout quand des charges à piloter s'ajoutent.**

Ainsi, la combinaison de ces deux facteurs : 1 – ajout de charges électriques à piloter dans le logement/ petit local professionnel, 2 - généralisation progressive des tarifs à différenciation temporelle fait émerger un nouveau besoin pour les Français, celui de piloter mieux pour consommer mieux.

La réponse à ce besoin est la mise à disposition de solutions automatisées et intelligentes qui pilotent les équipements électriques en tenant compte des préférences de l'occupant (confort, présence..), des caractéristiques techniques des équipements pilotés et des signaux tarifaires..

Nos industriels conçoivent ces produits. Toutefois, certains freins existent :

- Le périmètre fonctionnel de la TIC du compteur Linky est trop restreint et limité au marché Français, aussi quand elle est utilisée par les systèmes de pilotage, des carences sont constatées (voir réponse à question 11).
- Difficulté d'accéder automatiquement aux données tarifaires de fournisseurs pour piloter en € la flexibilité implicite

Dans le rapport de décembre 2023 publié par la CRE *Recommandations pour accompagner le déploiement de la mobilité électrique*, il est écrit que « **La CRE considère que la mise en œuvre d'une plateforme commune, permettant de mettre à disposition de manière standardisée aux tiers autorisés les informations des contrats de fourniture comme les plages temporelles et les tarifs associés serait utile** ».

IGNES souscrit à cette considération et appuie que c'est un prérequis indispensable à lever les freins de la massification des solutions de pilotage.

Nous complétons avec l'ajout du signal de flexibilité de sauvegarde Ecowatt qui pourrait transiter vers les HEMS via cette plateforme.

En résumé, notre message est que la bascule vers la généralisation des tarifs incitatifs sur le segment BT<36KVA, est certes vertueuse pour le système électrique, mais elle doit nécessairement être accompagnée de l'instauration d'un cadre qui favorise l'exploitation du plein potentiel des données à même de mieux piloter. Elle permet ainsi au Français, qui vont faire face à un environnement d'une complexité croissante, de disposer de solutions de types HEMS performantes, simples d'utilisation intégrant nativement les signaux extérieurs actualisés sans intervention humaine.

### Réponses aux questions

**Question 5 -** *Êtes-vous favorable à la suppression de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 18 kVA à 36 kVA à partir du mouvement tarifaire de février 2026 ?*

IGNES est favorable à la suppression de l'option de Base du TRVE pour les clients résidentiels avec puissance souscrite entre 18 kVA et 36 kVA. Les tarifs doivent mieux refléter la formation des prix sur les marchés de gros d'électricité et inciter à mieux consommer pour réduire les contraintes.

**Question 7-** *Êtes-vous favorable à la mise en extinction de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 9 kVA à 15 kVA, à partir du mouvement tarifaire de février 2025 ?*

Tout comme pour les clients résidentiels entre 18 kVA et 36 kVA l'extinction du tarif de base va permettre de mieux faire contribuer les français à la réduction de la volatilité des prix. Les tarifs doivent mieux refléter la formation des prix sur les marchés de gros d'électricité.

**Question 8 -** *Que pensez-vous de faire un bilan de la mise en extinction de l'option Base des TRVE pour les puissances souscrites 9-15 kVA d'ici 3 ans, dans la perspective d'une éventuelle suppression dans 4 à 5 ans ?*

Il faut effectivement faire un bilan pour vérifier si l'effet escompté a eu lieu.

**Question 10 -** *Êtes-vous favorable à l'expérimentation, au sein des TRVE, d'une offre proposant un tarif plus bas toutes les heures de l'année, sauf pendant les périodes les plus tendues du système électrique (quelques heures en journée le matin et le soir, pendant les mois d'hiver), avec éventuellement des heures super creuses la nuit et le week-end ?*

Oui cela va permettre l'utilisation de flexibilité sur des petites puissances de consommation où habituellement elles ne le sont pas, surtout lors de périodes en tension.

**Question 11** - Voyez-vous d'autres évolutions permettant de mobiliser la flexibilité des petits consommateurs du secteur résidentiel ?

Inciter au stockage énergétique pour pouvoir effacer sans perte de confort

Mettre en œuvre la plateforme API permettant aux HEMS de piloter en € et de recevoir les signaux de flexibilité de sauvegarde tel qu'Ecowatt comme expliqué plus haut.

Une piste à étudier est aussi la **transmission des tarifs par le fournisseur d'énergie de façon standardisée par la TIC, en message court.**

**Une première étape serait déjà de standardiser les libellés index du calendrier fournisseur dans compteur linky et qui sont communiqués via la TIC :**

L'enjeu est double :

1. Exploiter le potentiel de la TIC en facilitant la lecture des données relatives au contrat fournisseur et ainsi libérer un peu plus le potentiel de pilotage des équipements en aval du compteur.
2. Lever des barrières à la libre concurrence entre fournisseurs. Car en l'état, un système de pilotage en aval du compteur, paramétré pour lire les informations transmises par la TIC suivant les libellés des postes (index) renommés par un fournisseur A, ne saura pas lire ces libellés tels que renommés par un fournisseur B. Cela constitue un frein aux velléités de changement de fournisseur du client.

Plus précisément nous avons identifié quelques carences. Enedis nous a expliqué les principes de programmation des calendriers fournisseurs et les informations transmises jusqu'à la TIC. Enedis met à disposition des fournisseurs 8 modèles de calendriers (programmés sur 99% des compteurs du parc BT<36kVA d'Enedis). Un fournisseur choisit pour un PDL donné d'appliquer un modèle. Il peut renommer le libellé de ce calendrier et renommer les libellés des postes (index de mesure).

- Le libellé du calendrier peut ainsi varier d'un fournisseur à l'autre. Ce libellé n'est pas transmis dans les informations de la TIC. L'équipementier peut récupérer cette information via SGE Tiers uniquement.
- La TIC communique les libellés des index fournisseurs, mais la dénomination des libellés reste à la main du fournisseur. Pour un même modèle de calendrier, le libellé d'un même index peut varier d'un fournisseur à l'autre.

Notre besoin est que les solutions de pilotage en aval du compteur puissent être facilement paramétrées pour adapter les consommations en fonction du calendrier fournisseur et ce, quel que soit le fournisseur du client titulaire du PDL. Pour ce faire, le modèle de calendrier programmé et les postes de la grille fournisseur (index) activés pour la mesure des consommations devraient être reconnaissables via la TIC, par le moyen d'informations standardisées, ne pouvant être modifiées par les fournisseurs.

Nous proposons par exemple que :

1. les libellés des calendriers commencent par une série de caractères inchangeables qui caractérisent le modèle de calendrier.
2. le libellé du calendrier programmé sur un compteur soit accessible via un champ de la TIC de ce compteur.
3. les libellés des postes commencent par une série de caractères inchangeables qui caractérisent le poste unique.

**Question 12** - *Si les résultats de l'expérimentation de la nouvelle option proposée par la CRE sont concluants, êtes-vous favorable à une éventuelle évolution de l'option Base vers cette option ?*

Oui nous y sommes favorables